

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

SUISSE

Générosité en trompe-l'œil

Le 20 novembre 2017, les signataires de l'Appel de Dublin¹ (33.000 personnes et 200 organisations) ont demandé au Conseil fédéral d'appliquer davantage la clause de souveraineté prévue par les accords de Dublin III. Son article 17 permet de renoncer à des renvois pour des motifs humanitaires et de compassion. L'Appel dénonçait une application mécanique des renvois Dublin, séparant des familles ou compromettant des suivis médicaux.

Le Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a répondu ne pas envisager de modifier sa pratique, arguant qu'il aurait recouru à cette clause à 5600 reprises en 3 ans contre 11.000 transferts effectués entre janvier 2014 et octobre 2017. Ces chiffres sont trompeurs, comme le démontre notre *fact-checking*².

De fait, le Conseil fédéral a confirmé au Parlement quels pays étaient visés par les transferts: 73,5% sont des non-renvois vers la Grèce, pays vers lequel la Suisse a interdiction d'exécuter des renvois Dublin sous peine de violer ses obligations internationales. Depuis 2011, une décision de la Cour européenne des droits humains (confirmée par le Tribunal administratif fédéral) y prohibe les renvois pour l'ensemble des pays européens.

S'ajoutent 25% qui concernent en majeure partie l'Italie et la Hongrie, où prévalent de fortes suspicions de violations systémiques des droits humains des demandeurs d'asile. L'automatisme des renvois y a aussi été freiné par les tribunaux. Restent enfin 168 cas. Ils sont davantage à attribuer à une intervention juridique, politique ou citoyenne, qu'à une décision «compassionnelle» du SEM.

La rhétorique humanitaire ne s'arrête pas là. Interpellée sur ces chiffres, la ministre de la Justice Simonetta Sommaruga a tenu à souligner la générosité dont fait preuve la Suisse en participant au programme de relocalisation européen et par l'envoi d'experts en Italie et en Grèce. Là encore, l'image est trompeuse. Concernant les relocalisations, la Suisse

s'est certes engagée à accueillir 1500 réfugié·es jusqu'à fin 2017 depuis la Grèce et l'Italie, mais ce nombre a été déduit des 3000 réfugié·es qu'elle avait promis de réinstaller depuis les pays limitrophes de la Syrie. Quant aux «experts», ils ont pour but de s'assurer que la Grèce et l'Italie enregistrent bien les demandeurs d'asile dans le système Eurodac³, ce qui facilite en retour le prononcé d'une non-entrée en matière Dublin. Enfin, les Etats reçoivent de l'Union européenne 6000 euros par personne relocalisée, ce qui

représente un certain attrait. Les autorités ont ainsi tenté de faire oublier l'enjeu essentiel soulevé par l'Appel, alors que ses signataires leur demandent d'utiliser davantage une compétence définie par le Règlement Dublin. Un recours plus fréquent à la clause de souveraineté permettrait que les plus vulnérables ne soient plus renvoyés à des situations où leur dignité et leur protection seraient mises en péril.

Giada de Coulon
Vivre Ensemble,
Comptoir des médias

1. Appel contre l'application aveugle du règlement Dublin, qui stipule que le pays dans lequel a été formulée la demande d'asile est celui qui est chargé de son instruction et de la décision finale.
2. Le fact-checking: <asile.ch/2017/12/04/fact-checking-clause-de-souverainete-sem-de-lintox-delegitimer-lappel-dublin/>
3. Eurodac est une base de données dotée d'un système automatisé de reconnaissance d'empreintes digitales, qui permet de déterminer l'Etat membre qui, en vertu de la convention de Dublin, est responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un Etat membre et de faciliter à d'autres égards l'application de la convention de Dublin.

Europäisches BürgerInnen Forum, 4001 Basel



Carmen Perrin, Sans Titre, 1997

Nous avons joint au numéro de février d'Archipel l'«Appel d'elles» qui exigeait l'arrêt des expulsions des femmes migrantes et de leurs enfants vers des pays qui ne seraient pas en mesure de les accueillir correctement. Cet appel avait recueilli près de 10.000 signatures et a été remis à la chancellerie fédérale lors d'une action symbolique à l'occasion de la journée internationale des femmes le 8 mars dernier. Quelques mois auparavant, une autre pétition, qui avait recueilli 33.000 signatures à travers toute la Suisse, tentait de mettre sous pression les autorités fédérales en les incitant à ne pas appliquer aveuglément les accords de Dublin, notamment en arrêtant les expulsions des réfugié·es débouté·es vers l'Italie et d'autres pays de l'espace Schengen. L'article ci-contre décrit la désinformation que le Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) produit dans sa réponse à cette pétition et nous remercions l'association «Vivre ensemble» qui nous a mis cet article à disposition gracieusement.

Claude Braun
FCE-Suisse

COLOMBIE

La Via Campesina impliquée dans le processus de paix

La Via Campesina est mandatée par les signataires des Accords de Paix (Gouvernement colombien et FARC) pour l'accompagnement du processus de paix signé le 24 novembre 2016 à Bogota sur le point 1, la réforme rurale intégrale qui est en relation directe avec le point 4 concernant le problème des cultures d'usage illicite. Ce mandat s'exerce conjointement avec le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et l'UE (Union Européenne).

Ce conflit armé «interne» était le plus ancien du monde (les FARC ont été fondées en 1964), il a causé des centaines de milliers de victimes et le déplacement de millions de personnes. Le paramilitarisme et le trafic de drogue s'étaient développés à grande échelle et la répression militaire était féroce. Le conflit avait pour source les justes et ancestrales revendications des populations rurales pour l'accès aux terres agricoles, la justice sociale et la participation démocratique à la gestion du pays et de ses ressources.

Si la Via Campesina s'implique dans la mise en œuvre des Accords de Paix, c'est parce qu'elle est une organisation de base paysanne et que plusieurs organisations paysannes et syndicales colombiennes sont partie prenante du processus.

La Via Campesina a organisé une première délégation internationale en 2016 pour soutenir les accords de paix. En novembre 2017, une seconde délégation de 26 personnes de 19 pays différents s'est rendue

sur place pour se rendre compte des avancées du processus de paix et pour recueillir les témoignages des populations rurales, paysannes et paysans, et communautés concernées. Les délégué·es ont sillonné cet immense pays (27 fois la Suisse et 49 millions d'habitante·s) et se sont rendu·es, outre dans la capitale Bogota, siège du gouvernement et du parlement, dans 5 régions du pays (Arauca, Meta, Cauca, Caqueta et Nariño) qui ont été gravement touchées par le conflit armé.

La délégation a constaté que les accords de paix négociés pendant plus de quatre ans à La Havane sont accueillis avec espoir et soulagement! La fin de la guerre est ressentie comme un tremplin vers une société plus juste qui devrait, avec le temps, mettre fin aux inégalités sociales criantes et à la pauvreté, vers l'avènement d'une participation démocratique et la fin de la violence institutionnelle.

Malgré tout, le désenchantement et le découragement sont perceptibles car un an après la signature des accords de paix, les engagements pris ne se concrétisent pas encore sur le terrain.

En bref, les populations et communautés rurales ne voient pas d'améliorations: la réforme agraire n'avance pas, les terres promises ne sont pas mises à disposition ni légalisées, la pression sur les terres par l'agriculture industrielle et les exploitations minières est maintenue. La répression contre les producteurs de cultures illicites (coca, chanvre) reste violente sans que le remplacement de ces cultures se fasse d'une manière concertée, selon le point 4 des accords de paix. Les voies d'accès pour la commercialisation de la production sont insuffisantes et l'absence d'infrastructures de santé est flagrante. L'insécurité augmente car le vide créé par la démobilisation des FARC a fait place à la présence de bandes armées et quelques 120 leaders communautaires et paysans, syndica-

listes et ex-combattants ont été assassinés depuis la signature des accords de paix sans que les responsables n'aient été traduits en justice.

La délégation a en outre constaté les lenteurs administratives, le retard des programmes de développement et la réticence certaine de la majorité, de droite, parlementaire de voter les lois nécessaires qui découlent des accords de paix. Les futures élections législatives et présidentielles de mars et mai prochains ne laissent pas augurer le soutien déterminé nécessaire.

La délégation internationale de la Via Campesina pour sa part s'engage entre autres à diffuser ses observations auprès des organismes et organisations susceptibles d'ap-

puyer la mise en œuvre d'une économie agricole et paysanne dans le cadre des accords de paix, à soutenir le processus sur place par la formation de personnes à l'agroécologie, à la création de banques de semences, à la recherche de moyens didactiques, à organiser des brigades internationales et à favoriser des jumelages avec des communautés paysannes, indigènes et ETCR (espaces territoriaux de formation et réincorporation) des FARC.

Si le processus de paix réussit et si les droits humains sont rétablis, la Colombie pourra servir de modèle à tout le continent latino-américain et au reste du monde.

Philippe Sauvin
Via Campesina Suisse



Guy Durant

La Via Campesina appelle de manière urgente les organisations et la société civile européenne à être attentive au développement de la situation en Colombie et à se mobiliser pour garantir le respect des accords de paix.

Des personnes qui dirigent des organisations sociales paysannes, indigènes, afro-descendantes et ex-combattantes continuent à être menacées et assassinées sans que l'Etat ne réagisse. D'autre part, le contexte politique présente un scénario très inquiétant: les élections législatives du 11 mars ont établi une majorité de droite, tant au Parlement qu'au Sénat, qui va probablement ralentir, voire bloquer, les sanctions légales d'application des accords. Aussi, il est prévu une énorme polarisation pour l'élection présidentielle de mai en faveur de Ivan Duque, représentant de l'extrême droite d'Alvaro Uribe, parti qui se positionne contre les accords de paix, d'une part, et en faveur de Gustavo Petro d'une alliance de gauche. Même si la Cour constitutionnelle a déterminé que les accords de paix font partie du bloc constitutionnel et qu'ils devraient être obligatoirement appliqués par le gouvernement, une victoire de Duque serait catastrophique pour les espoirs de paix et de justice auxquels adhère encore la majorité de la population colombienne. Rejoignez-nous en vous inscrivant aux listes d'information d'ECVC et des organisations suisses *UNITERRE* et *L'Autre Syndicat** pour être mis·es au courant des événements, les diffuser et participer aux actions de pression prévues pour permettre l'implication de l'Union européenne et des Etats accompagnants, tels que la Norvège, la Suisse, l'Allemagne et la Suède. Des brigades de soutien aux communautés locales paysannes et des ex-combattants se formeront. Nous, mouvements paysans, jouons aussi notre futur dans le succès ou l'échec de la paix, de la justice et de la réforme rurale en Colombie.

* contacts:

ECVC – info@chezeurovia.org; www.eurovia.org

UNITERRE – http://www.uniterre.com/

L'AUTRE SYNDICAT – http://www.lautresyndicat.ch/

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le
Forum Civique Européen

Avril 2018 - No 269

Prix du N°: 4 euros/7FrS

Abonnement annuel: 40 euros/60FrS

Commission paritaire N° AS 75136

ISSN 1247-8490

Directrices de Publication:

Joëlle Meunier, Constanze Warta

Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich

Forum Civique Européen

Association loi de 1901

www.forumcivique.org

France:

St Hippolyte, F-04300 Limans

Tél.: 33 (0)4 92 73 05 98

fce_archipel@orange.fr

Suisse:

Boîte Postale 1848 CH-4001 Bâle

Tél.: 41 (0)61 262 01 11

ch@forumcivique.org

Autriche:

Löbnig 16

A-9135 Eisenkappel/ •elezna Kapla

Tél.: 43 (0)42 38/87 05

austria@civic-forum.org

Allemagne:

Ulenkrug, Dorfstr. 68

D-17159 Stubbendorf

Tél.: 49 (0) 39959 23881

ulenkrug@t-online.de

Ukraine:

vul. Borkanyuka 95

UA-90440 Nijné Sélichthché, Zakarpatia

ua@forumcivique.org

Vers la colonisation française en Afrique...

Le mois précédent, dans un article intitulé *Quand la France envahissait l'Afrique de l'Ouest*¹, j'avais évoqué les motivations capitalistes qui, au milieu du XIXe siècle, avaient poussé les milieux d'affaires français et les grands négociants bordelais à faire pression pour que soit démarrée la conquête effective du fleuve Sénégal et de ses alentours. Un intense lobbying avait été déployé pour que cette offensive coloniale soit dirigée par le capitaine Léon Faidherbe, un officier militaire ayant l'expérience des guerres de conquête qui avaient été menées les années antérieures en Algérie.

Comme l'a fait remarquer l'historien Roger Pasquier, qui a beaucoup étudié les débuts de la colonisation française en Afrique de l'Ouest, dans la transformation du Sénégal en une «véritable» colonie, l'influence de l'Algérie fut «déterminante». Ce n'est d'ailleurs qu'après s'être «documenté sérieusement sur ce qui s'était fait et se faisait en Algérie» que le ministre de la Marine choisit Faidherbe pour appliquer sa politique, «sachant qu'il serait en étroite communauté d'idées avec cet officier profondément marqué par deux séjours dans la colonie du nord de l'Afrique»². Pour Faidherbe lui-même, «les analogies entre le Sénégal et l'Algérie sont complètes» et «le Sénégal ne devrait être qu'une subdivision de l'Algérie.».

Mais à quoi cette guerre coloniale, alors si prégnante, correspondait-elle à cette époque? Porté par mon questionnement sur les débuts de la colonisation française en Afrique de l'Ouest, je me suis vite retrouvé confronté à mon ignorance presque complète des circonstances dans lesquelles s'étaient déroulées cette énorme opération militaire, la plus importante que la France ait menée durant cette première moitié du XIXe siècle (de juin 1830 à la proclamation de la deuxième République en 1848, entre 38.000 et 110.000 hommes de troupe y furent en permanence mobilisés).

Hors, malgré l'importance que l'Algérie a pu prendre par la suite dans l'histoire de la France, les véritables études sur les débuts de la colonisation française en Algérie³ sont très rares et, comme le note l'historien Jean-Louis Marçot auteur d'une thèse récente sur le sujet, la compréhension des origines de cette conquête coloniale a bien longtemps été «confite de fantasmes, d'oublis, de mensonges et de dénis»⁴. Au-delà de la seule Algérie, cette invasion va pourtant être la matrice de techniques mili-

itaires et de pratiques de gouvernement d'une férocité extrême, largement réutilisées par la suite dans l'édification de l'Empire colonial français en Afrique.

Avant d'aborder les ravages militaires de Faidherbe au Sénégal, je m'embarque donc – une fois de plus! – dans un long interlude afin de comprendre un peu mieux ce qui a pu se jouer à ce moment là: pourquoi, au sortir de la Révolution française, la France s'est-elle embarquée avec une telle brutalité dans la colonisation de l'Afrique du Nord puis de toute l'Afrique? Quels en sont les motifs? Quelles en furent les conséquences? Selon Jean-Louis Marçot, pour comprendre comment s'est forgée cette nouvelle «utopie coloniale», c'est au contexte philosophique des Lumières, de la Révolution française et des débuts du socialisme qu'il faut en revenir.

De «nouvelles colonies» pour les Lumières et la Révolution

Bien avant le XIXe siècle, c'est selon lui dès le XVIIIe siècle que cette idéologie colonialiste aurait commencé à prendre forme, dans le choc entre la crise du système colonial de l'Ancien Régime et les profonds bouleversements politiques induits dans la foulée par la Révolution française. Avant la révolution, à l'époque de la monarchie absolue, la France constituait l'une des principales puissances coloniales du monde, aux côtés de l'Espagne, du Portugal, de la Hollande et de l'Angleterre. Au milieu du XVIIIe siècle, toute une partie de l'Amérique du Nord et de l'Inde étaient sous son contrôle, tout comme les principales îles esclavagistes des Antilles, qui produisaient alors la majeure partie du sucre, du café et du coton importés en Europe. Mais, suite à la guerre de sept ans menée entre la France et l'Angleterre sur trois continents, le territoire des colonies françaises avait été drastiquement réduit, passant de près de 4 millions de km² à 40.000

après la signature en 1763 du traité de paix définitif entre les deux pays⁵.

A partir de 1791, le soulèvement général des esclaves à Saint-Domingue, la plus riche colonie de l'époque⁶, acheva de déstabiliser totalement le système colonial français. Les autres puissances européennes, quant à elles, se trouvaient alors profondément remises en question par les velléités indépendantistes des bourgeoisies coloniales: en Amérique du nord, treize anciennes colonies anglaises démarraient en 1776 la guerre pour l'indépendance de ce qui deviendra par la suite les Etats-Unis, tandis que des mouvements similaires commençaient à éclore dans les colonies hispaniques des Amériques.

C'est dans ce contexte de crise du système colonial de l'Ancien Régime que les structures mêmes du gouvernement français se trouvèrent profondément remises en question par la Révolution. Les privilèges de la noblesse et du clergé furent abolis, les biens fondamentaux redéfinis, et les nouveaux idéaux de «liberté, égalité, fraternité» et «des droits de l'homme et du citoyen» apparurent. Mais quelles postures cette France «révolutionnaire» allait-elle adopter à l'égard des colonies? Faute d'intérêt réel sur le sujet, on se persuade souvent que ce n'est que bien après, au cours du XIXe siècle, qu'une «idéologie coloniale» se serait vraiment développée. Hors c'est justement dans la période qui suit immédiatement la Révolution de 1789 que se dessine un projet colonial «moderne».

Comme le souligne Jean-Louis Marçot, face à la censure et aux blocages politiques de l'Ancien Régime, au XVIIIe siècle, le «désir d'ailleurs» était particulièrement répandu chez les intellectuels et les philosophes dits «des Lumières». La perspective d'une révolution politique étant alors encore difficilement envisageable, ce n'est pas vraiment en Europe qu'un «monde idéal» était imaginé, mais sur d'autres parties de la planète. A ce sujet le genre littéraire de «l'utopie» pratiqué alors par les intellectuels depuis deux siècles et demi, ne consistait pas seulement à désigner en creux les tares des gouvernements, comme on le ressasse souvent: il traçait aussi un «plan de la colonie idéale»...

Le livre *L'utopie* de Thomas More en est l'illustration complète: le héros, Utopus, s'empare d'une région appelée «Terre d'Abraxa», qu'il va rebaptiser, peupler et séparer du continent grâce à ses soldats et aux «indigènes», qui vont couper l'isthme qui l'amarrait à la terre ferme. Les indigènes qui résistent au bonheur que les

Utopiens veulent leur inculquer y sont réduits en esclavage et condamnés aux tâches les plus viles et les plus pénibles. Lorsqu'ils se révoltent, «on les tue comme des bêtes féroces» et «si l'île entière se trouvait surchargée d'habitants, une émigration générale serait décrétée. Les émigrants iraient fonder une colonie dans le plus proche continent, où les indigènes ont plus de terrains qu'ils n'en cultivent. La colonie se gouverne selon les lois utopiennes, [...] si les colons rencontrent une nation qui repousse les lois de l'Utopie, ils chassent cette nation de l'étendue du pays qu'ils veulent coloniser, et, s'il le faut, ils emploient la force des armes»⁷.

Si, à l'exemple de Thomas More, de nombreux ouvrages mettaient alors en scène la fondation d'une société idéale dans le «nouveau monde», beaucoup de philosophes des Lumières étaient cependant extrêmement critiques face au système esclavagiste qui y avait été mis en place, tout particulièrement dans les Antilles. Et ce sont plutôt les essais de communautés idéales, d'inspiration souvent religieuse, que des Européens étaient partis fonder aux Amériques qui font l'objet d'une certaine fascination de leur part, notamment Philadelphie et la Pennsylvanie, fondées par les *quakers* au XVIIe siècle. A la fin du XVIIIe siècle, la Pennsylvanie attirait en effet de nombreux colons venant de toute l'Europe, et Philadelphie était devenue la plus grande ville d'Amérique du Nord. Les philosophes des Lumières y jouissaient d'un crédit particulièrement important, relayé notamment par des personnages tels que Benjamin Franklin, fondateur de l'université de Pennsylvanie et de la société américaine de philosophie. Dans son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, Voltaire fait l'apologie de la colonie, vantant un établissement exempt

1. Voir Archipel numéro n°268

2. Roger Pasquier, «L'influence de l'expérience algérienne sur la politique de la France au Sénégal (1842-1869)» in *Mélanges Hubert Deschamps*, Paris, Publications de la Sorbonne t.7, 1974, p.263-284

3. Le terme «Algérie» n'apparaît qu'à partir de 1839. Auparavant, la région était assimilée à la «régence d'Alger» de l'ancien empire ottoman.

4. Jean-Louis Marçot, *Comment est née l'Algérie française (1830-1850): La «belle utopie»*, Editions de la différence, Paris 2012.

5. La France perdit alors le contrôle de toutes ses colonies continentales en Amérique, de toutes ses conquêtes territoriales en Inde, à l'exception de cinq villes-comptoirs, et de plusieurs autres îles dédiées à l'esclavage.

6. Basée sur l'exploitation de plus de 600.000 esclaves produisant plus de sucre que toutes les îles anglaises réunies, la moitié du coton mondial et une grande partie du café consommé en Europe, on s'imagine mal encore aujourd'hui l'importance historique de ce soulèvement, qui a contraint des milliers de grands esclavagistes français à s'enfuir et se réfugier aux Etats-Unis et dans toutes les Antilles.

7. Citation tirée de Jean-Louis Marçot, op. cit. p.51.

de violence et d'usurpation, dont le terrain aurait été acheté aux indigènes, qui y vivaient en «bonne intelligence» avec les Européens⁸...

Paradoxalement, c'est alors au sein du mouvement dit «abolitionniste», très inspiré par les *quakers*, que la fondation en Afrique d'un projet colonial «modernisé» va trouver ses plus ardents défenseurs. Marqué par la réussite économique des colonies religieuses américaines, promptes à intégrer de plus en plus d'anciens esclaves au sein de leurs nouvelles communautés chrétiennes, le mouvement abolitionniste anglais développe en effet très tôt l'idée de fonder en Afrique des colonies nouvelles, dédiées à l'agriculture et au commerce, et «délivrées» de l'esclavage. Dès 1786, soit près d'un an avant la fondation officielle en Angleterre du «Comité pour l'abolition de la traite des Noirs», Granville Sharp, principal leader anglais du mouvement abolitionniste, avait convaincu le gouvernement anglais de payer les frais d'une expédition visant à réinstaller plus de 300 «*Black Poors*» («pauvres noirs») de Londres sur des terres en contrebas des montagnes dites de la *Sierra Leone*, en Afrique de l'Ouest. En 1790, il en rédige un manifeste: «*Free English Territory in Africa*». La construction de la première «*province de la liberté*» à la *Sierra Leone* ayant été un échec, une deuxième expédition rapatriée cette fois des côtes américaines de la Nouvelle-Ecosse un millier d'anciens esclaves noirs ayant combattu aux côtés de l'Angleterre durant les guerres d'Indépendance américaines, aboutissant à la fondation de Freetown, future capitale des colonies anglaises d'Afrique⁹.

L'instrumentalisation politique de ces rapatriements vers l'Afrique d'anciens esclaves encadrés par des prêtres évangéliques est évidente, tant à Londres, où toute une

élite blanche s'inquiétait de l'augmentation du nombre de prolétaires noirs et indiens dans la ville, tout comme dans les Amériques, où les tensions «raciales» entre communautés blanches et esclaves affranchis étaient alors chaque fois plus fortes. Mais ces nouvelles politiques marquent la création d'un nouveau type d'établissements coloniaux en Afrique, prétendument «post-esclavagistes», aboutissant à la création des colonies britanniques de la *Sierra Leone* en 1808 puis de la *Gambie* (1843) et du *Libéria* américain, en 1822.

En France, le mouvement abolitionniste vise alors lui aussi les mêmes objectifs: la «Société des amis des Noirs» fondée en 1788, imagine très vite contribuer à l'élaboration de nouveaux projets coloniaux, et ses objectifs sont officiellement étendus en février 1796 à «*la fondation de colonies nouvelles*» et au «*perfectionnement moral et philosophique des habitants des colonies, des progrès de l'agriculture, de l'industrie et du commerce dans les colonies*». Malgré la violence et la cruauté déployées aux Amériques pour s'emparer des terres indiennes, pour ces nouvelles élites des Lumières et de la Révolution bourgeoise, la pensée coloniale est donc bien loin de connaître la même réprobation morale que la pratique de l'esclavage... Au contraire, elle apparaît bien vite comme un nouvel horizon, à même de canaliser les énergies révolutionnaires vers un idéal tout théorique «*d'émancipation humaine*».

C'est Talleyrand, un député du Tiers-Etat, membre de la société des «Amis des noirs» et fraîchement revenu des Etats-Unis qui, à partir de 1796, va faire de ce projet colonial un nouvel axe de la politique extérieure de la France post-révolutionnaire. Dans un discours célèbre, prononcé le 3 juillet 1797 à l'Institut de France, devant toutes les élites intellectuelles du nou-

veau régime, celui-ci s'exclame: «*Tout presse de s'occuper de nouvelles colonies! L'exemple des peuples les plus sages, qui en ont fait un des grands moyens de tranquillité; le besoin de préparer le remplacement de nos colonies actuelles pour ne pas nous trouver en arrière des événements; la convenance de placer la culture de nos denrées coloniales plus près de leurs vrais cultivateurs; la nécessité de former avec les colonies les rapports les plus naturels, bien plus faciles sans doute, dans des établissements nouveaux que dans les anciens; l'avantage de ne point nous laisser prévenir par une nation rivale, pour qui chacun de nos oublis, chacun de nos retards en ce genre est une conquête; l'opinion des hommes éclairés qui ont porté leur attention et leurs recherches sur cet objet; enfin la douceur de pouvoir attacher à ces entreprises tant d'hommes agités qui ont besoin de projets, tant d'hommes malheureux qui ont besoin d'espérance*»¹⁰.

Nommé deux semaines plus tard ministre des Relations Extérieures du nouveau gouvernement du Directoire, celui-ci va alors poser les bases de ce qui allait devenir la nouvelle doctrine coloniale de la France au XIX^e siècle. Mais, avant de se focaliser sur l'Afrique, les gouvernements post-révolutionnaires vont dans un premier temps logner sur l'Egypte et les pour-

tours de la Méditerranée, où se concentrent alors les nouveaux projets coloniaux du ministère.

(suite au prochain numéro...)

Siete Nubes

Post-Sriptum: De tours en détours, Faidherbe, ses ravages militaires et sa politique coloniale en Afrique de l'Ouest s'éloignent quelque peu pour le moment... A noter toutefois que, pour contribuer à faire tomber les idoles coloniales, à l'initiative de l'association Survie et du collectif sénégalais contre la célébration de Faidherbe, une campagne «Faidherbe doit tomber!» est lancée ce 10 avril, à l'occasion de son 200^e anniversaire. On en parle bientôt!

8. Bien que William Penn, le fondateur de la Pennsylvanie, ait effectivement acheté pacifiquement les terres aux Indiens Lenapes, appelés aussi Delaware, les escroqueries sur la vente des terres furent cependant particulièrement viles au XVIII^e siècle, tel le «*Walking Purchase*» où, pour acheter «une journée de marche de terres», les colons embauchèrent les meilleurs coureurs des Amériques, étendant ainsi les frontières de leur colonie de 113 kilomètres. Au milieu du XVIII^e siècle, les affrontements entre Indiens et colons furent chaque fois plus fréquents, entraînant un soulèvement général des tribus en 1763, la «rébellion de Pontiac»: voir les articles sur la «*province de Pennsylvanie*» et «la rébellion de Pontiac» sur Wikipedia.

9. L'approche francophone de Jean-Louis Marqot survole un peu trop vite ces thèmes, mais ces initiatives sont décrites en détail dans *Black Poor and White Philanthropists: London's Blacks and the Foundation of the Sierra Leone Settlement, 1786-1791*, Stephen J. Braidwood, Liverpool University Press, 1994.

10. *Essai sur les avantages à retirer des colonies nouvelles dans les circonstances présentes*, 1796, téléchargeable sur Gallica BNF.

QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

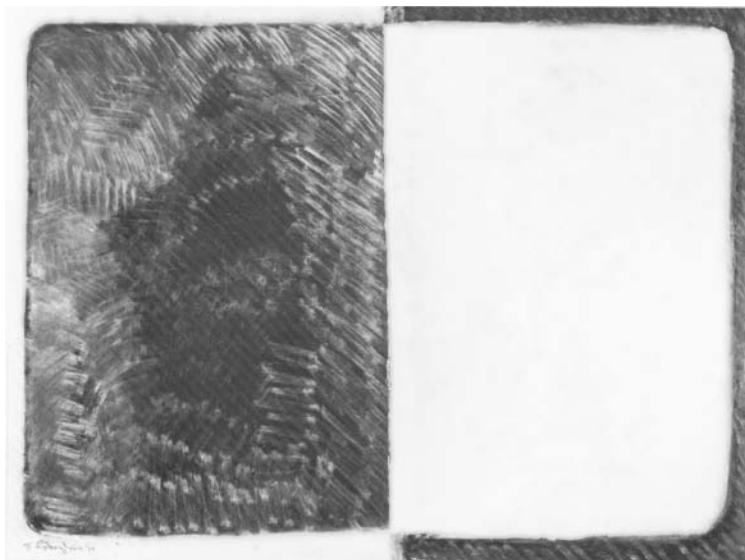
Mai 1968 dans les colonies

Mai 1968 a laissé son empreinte dans la société et la politique françaises. Le président libéral en fonction, Emmanuel Macron – qui n'était d'ailleurs pas né à cette époque – a laissé entendre à la mi-octobre qu'il comptait organiser une commémoration à l'occasion des 50 ans des événements. On peut s'attendre à une tempête d'affabulations venant de la droite, toutefois encore attendue à la clôture de cet article.

«Surtout pas!» penseront certains, qui (à raison) lient la réalité historique de mai 1968 à une révolte antiautoritaire et émancipatrice à l'encontre des structures de la société bourgeoise davantage que contre le Parti Communiste français post-staliniste. D'autres verront dans le terme dépossédé «mai 68» la commémoration d'un grotesque carnaval, alors que le véritable mai 1968 était hautement politique. En France, contrairement à l'Allemagne de l'Ouest, le mouvement ne fut pas seulement porté par des

étudiant·es, mais représenta une rupture sociétale globale accompagnée par une grève de plusieurs semaines de millions de travailleur·euses salariés, remettant sérieusement en cause l'hégémonie *real-socialiste* à gauche.

Le mouvement fut surtout international. De Berlin-Ouest à Mexico City, où la répression lors des jeux olympiques de 1968 coûta la vie à plus de 800 personnes, ou «de Prague à Paris» comme certains le formulaient (inclusion du «Printemps de Prague» en Tchécoslovaquie, que des blindés soviétiques écras-



Elizabeth Franzheim, *Faded image*, 1980

sèrent au mois d'août, reste discutée). Tous ces éléments font partie des représentations actuelles alors qu'un vide se fait encore sentir. Qu'en est-il du «frémissement» auquel on faisait référence dans les anciennes colonies françaises et plus généralement sur le continent africain que l'on découpait à l'époque – encore plus qu'aujourd'hui – en zones postcolonialistes «francophones», «anglophones» et «portugaises»?

Postcolonialisme et communisme

A ce sujet, l'impasse est totale dans la plupart des récits de 1968, alors que les événements de Berlin-Ouest, de Paris ou de Rome sont généralement traités à l'international. Une raison de plus de s'y intéresser. Cet article se concentrera sur les zones d'influence postcoloniale françaises. Mes connaissances de mai 1968 dans les zones anglophones (Nigéria, Ghana, Kenya, Afrique du Sud) sont encore trop minces, et les pays sous le joug brutal et archaïque des Portugais (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap Vert) ne s'en libèrent qu'en 1975.

Chronologiquement, de l'origine des événements à mai 1968, un lien manifeste existe entre les révoltes et les mouvements anticolonialistes dans les pays sous influence française d'une part – et les mouvements de masse en métropole d'autre part. Le «Mai parisien» n'aurait pas eu lieu sans les révoltes et manifestations dans les (ex-)colonies. La coalition des forces de la gauche radicale, issues des cercles politiques autant que des réseaux intellectuels, qui se présente en 1968 en organisateur et porte-parole, s'était formée dans la résistance contre la guerre d'Algérie (1954-1962). Communistes non-staliniens, anarchistes, alliances trotskistes et intellectuels de gauche s'étaient rapprochés et avaient débuté un travail commun au regard de la position comptant parmi les plus molles du parti communiste à ce sujet. Ces derniers réclamaient certes «la paix en Algérie» à grand renfort de slogans, mais condamnaient en même temps la révolte armée anticoloniale et validèrent en 1956 les crédits de guerre de Guy Mollet (son entrée au gouvernement représentait l'arrivée de la social-démocratie et se revendiquait antifasciste – on disait à l'époque que De Gaulle était fasciste). Ils ne soutinrent pas la campagne de désertion menée par la gauche radicale. Une minorité de l'association étudiante du PC français – l'UEC – et sa branche jeunesse se radicalisèrent en faveur des libertaires et des socialistes de gauche. Certains dissidents du PC français se tournèrent vers le trotskisme; d'autres vers un «eurocom-

muniste» qui dévia peu après vers des compromis *realpolitiques*.

Ce sont ces forces en présence qui permirent une résistance forte contre la guerre d'Algérie et sa répression en métropole, et annoncèrent les mouvements de mai 1968.

Peut-on affirmer la même chose de l'influence postérieure aux mouvements, de la France métropolitaine vers les pays colonisés? La réponse est clairement oui: elle est seulement largement méconnue, et pas qu'en France.

Mai 68 au Sénégal

Tout d'abord, un mouvement de protestation constitué de la même manière – une combinaison d'étudiants et de salariés en grève – non pas après les événements de «mai 68» en France mais exactement dans le même temps et dans l'un des pays clés en Afrique francophone: le Sénégal. Le 13 mai 1968 avait lieu à Paris la première manifestation de grande ampleur en «soutien aux étudiants victimes de la répression», 10 ans jour pour jour après la prise de pouvoir de de Gaulle. A Dakar, cette première manifestation, également dédiée aux étudiants, eux aussi réprimés dans leur rébellion, eut lieu le 28 mai 1968. De 20.000 à 30.000 personnes y participèrent. A ce moment-là, les mouvements étaient encore loin d'être finis à Paris et durèrent jusqu'à la mi-juin, comme au Sénégal. L'émergence du mouvement avait été facilitée par une crise économique à la suite d'une période de sécheresse en 1968-1969 lors de laquelle la France abolit le prix d'achat fixe de l'arachide qu'elle avait garanti – l'exportation durant la période coloniale étant alors la principale ressource économique.

Les moyens mis en œuvre dans la répression furent tout autres qu'en France. Au Sénégal, l'état d'urgence fut déclaré, 3500 personnes furent arrêtées, toutes les étudiant·es internationaux (provenant surtout de pays voisins) furent renvoyé·es dans leurs pays d'origine. De larges concessions furent toutefois gagnées: le salaire minimum fut augmenté de 15% – ce qui est encore peu à côté des 35% négociés en France lors des «Accords de Grenelle». La crise atteignit son point culminant avec la fuite du président Léopold Sédar Senghor vers une base militaire française et son obtention de la garantie de l'ambassade d'être rapatrié en métropole si nécessaire. De Gaulle, quant à lui, s'était retranché dans une base militaire française de Baden-Baden.

Senghor accusa les événements d'être «orchestrés depuis la Chine», alors maoïste qui avait débuté une *offensive par le charme* dans les pays du tiers-monde

ayant obtenu leur indépendance. Le président, connu également pour ses poèmes, prenait également une posture culturaliste et reprochait aux manifestants dans une expression kitsch et volontairement maladroitement grammaticale, de vouloir tout faire comme les toubabs (toubab signifie blanc en Afrique de l'Ouest). Une ineptie au regard des manifestations ayant déjà eu lieu au Congo-Brazzaville en 1963 et en 1964 à Madagascar et avec elles dans tous les pays africains pourvus à la fois d'une population universitaire et de systèmes politiques hautement autoritaires.

Léopold Sédar Senghor avait fondé, après l'indépendance en 1960, un régime autoritaire et interdit le parti PAI (*Parti africain pour l'indépendance*). Il utilisait volontiers son prestige d'écrivain et d'académicien, arborant son diplôme de la Sorbonne parisienne – et développa dans le même temps le concept folklorisant, culturalisant, de la «négritude». Ce concept montrait les Africains comme sous-développés sur les plans intellectuel, émotionnel et intuitif. En vérité, Senghor utilisa ce discours politico-culturel afin de justifier les privilèges accordés à l'élite sénégalaise européanisée. Durant de longues années, l'Etat policier écrasa le pays, des années 1970 jusqu'à la fin des années 1980, vers la fin du règne de Senghor perçu comme une «ouverture démocratique». Ce sont ces éléments qui encouragèrent l'opposition à monter au créneau en mai 1968 au Sénégal. Le 5 février 1971, le convoi du président français Georges Pompidou fut accueilli à Dakar avec des cocktails Molotov.

Lien entre lutte en France et en Afrique

Existe-t-il un lien entre les événements français et la lutte dans les pays africains? Bien entendu. En juin et juillet 1969, les jeunes radicaux de gauche Madeleine Beauséjour et Richard Copans tournèrent un documentaire politique au Sénégal. A leur retour, surtout vers la France pour ce qui est de Madeleine Beauséjour, l'activisme a pu perdurer en lien avec les populations africaines résidant en France. En juillet 1969, la première grève de locataires débutait dans un foyer pour Africain·es de l'ouest de Saint-Denis – grève qui montra l'exemple pour grand nombre de foyers dans lesquels la grève contre les conditions de vie dura deux années consécutives.

Madeleine Beauséjour, Justine au sein du parti, venait elle-même de l'île de la Réunion, département d'outre-mer français, et se comptait parmi les colonisées. Avec son partenaire Gilles de Staal – égale-

ment connu dans les milieux activistes sous le nom de «Harpo» – elle mit en place un travail de fond avec Mamadou Konté, actif dans la lutte contre les conditions de vie des foyers. Au début des années 1970, elle créa un réseau sous le nom de «Révolution Afrique» qui opéra jusqu'en 1982, non seulement avec les populations émigrées d'Afrique de l'Ouest en France mais également dans plusieurs Etats africains.

En 1972-1973, en plus de la Guinée-Bissau, contrôlée par le Portugal, et du Sénégal, des mouvements sociaux forts eurent lieu en République du Congo (Congo-Brazzaville), venant autant des milieux étudiants que syndicalistes. Tout le pays se trouvait alors dans une atmosphère de transition, et le cabinet autoproclamé «marxist-léniniste» de Marien N'Gouabi était toujours soutenu de l'extérieur par l'URSS, la Chine, le Vietnam et Cuba. De l'intérieur, le régime reposait fortement sur l'armée et canalisaient les mouvements sociaux plus qu'il ne les soutenait. En 1972, le rôle de l'armée se fit bien plus intense: le groupe Révolution Afrique en République du Congo – le M22 (Mouvement du 22 février) – fut brutalement réprimé. Ses membres comparurent devant la justice, accusés de complot, tous les échanges avec la gauche française étant considérés comme preuves à charge. Les liens furent alors rompus.

Au Sénégal, au contraire, le travail du réseau Révolution Afrique s'intensifia. Une partie du groupe français alla même jusqu'à s'installer dans la ville sénégalaise de Thiès afin de s'implanter encore plus localement dans la politique et les sphères sociales, sans succès. Les révolutionnaires tentaient de monter une conspiration, mal perçue à l'extérieur en cette période d'*ouverture démocratique*. Les conflits dramatiques au sein de la gauche radicale française issue de mai 1968, encore forte jusqu'en 1978, menèrent le soutien international à sa perte.

Et après?

La tentative de construction d'un réseau révolutionnaire au-delà des frontières et des continents, reposant sur les idées de 1968, échoua. Mamadou Konté, l'une des personnalités à la tête de Révolution Afrique, gagna en notoriété en tant qu'acteur culturel et de programmation artistique avec son concept «Africa Fête» dans les années 1980. Il est mort en 2007. Le chanteur français François Béranger lui avait dédié une chanson, *Mamadou m'a dit* et son camarade de lutte de longue date Gilles de Staal un livre éponyme*.

Le réseau décrit ci-dessus appartient au passé et les traces en Afrique des luttes des foyers de migrants, de mai 68 en France, sont effacées, notamment parce qu'elles restent encore méconnues pour beaucoup. Les mouvements sociaux, les manifestations et révoltes en Afrique n'en sont pas pour autant mortes: en 2014, un mouvement généralisé au Burkina Faso fit tomber l'autocrate au pouvoir Blaise Compaoré, et d'août à novembre 2017, après

des mouvements en 2005 et 2010, se reforma au Togo le mouvement contre la dictature. Ses acteurs ne pensent plus à mai 68, c'est un autre chapitre dans la longue histoire des luttes.

Bernard Schmid
membre du GISTI et
d'Afrique Europ Interact

* François Béranger, *Mamadou m'a dit*, extrait de l'album *Joue pas avec mes nerfs*, Label L'escargot, 1979 et Gilles de Staal, *Mamadou m'a dit*, Paris, éditions Syllepse, 2009.

BULGARIE

Des gens qui luttent pour un meilleur futur

Lors de la rencontre annuelle du Forum Civique Européen, en décembre dernier à Limans, nous avons invité des activistes de Hongrie (cf article suivant), qui nous ont fait l'heureuse surprise de nous présenter l'un de leurs amis bulgares qui a suscité notre intérêt pour son pays. Nous lui avons donc demandé de vous le faire partager.

Il est impossible de comprendre la situation actuelle, sans un petit retour dans le passé.

Bref historique

En 1989, de nombreux membres du Parti Communiste (qui avait dirigé le pays depuis 45 ans) se sont rapidement adaptés à la nouvelle situation après la chute du communisme et ont fait en sorte de garder et d'accroître leurs privilèges. Pour ce faire, ils se sont assurés une position dominante dans le nouveau système multipartite, mais surtout, ils ont accumulé de nombreuses propriétés privées. Cette tactique a profité à la Russie, puisqu'elle espérait garder une influence sur la Bulgarie par l'intermédiaire de la vieille élite. Mais elle a aussi profité à «l'Occident» qui, en apportant son expertise et en proposant des réformes du marché, a ouvert l'économie bulgare à ses compagnies et à son influence.

La population était tout d'abord satisfaite par ces changements. En effet, la démocratisation du régime était souhaitée par la plupart des gens. Mais, selon le discours public, ce processus était lié aux réformes du marché. Celles-ci étaient présentées comme condition *sine qua non* de la démocratisation du pays. Ces propos furent tenus et relayés tout au long de la «transition» et forment toujours l'opinion de la plupart des Bulgares à ce jour.

Les conséquences furent un vol cruel et organisé de la population bulgare, au travers d'une soi-disant «thérapie de choc» de l'économie. En quelques années seulement, la plupart des Bulgares perdirent une large part de leurs économies et ce à cause de l'hyperinflation, de l'assèchement des banques d'épargne et de la prolifération des montages bancaires frauduleux. La qualité de vie s'effondra, le chômage était présent partout – un choc pour une société habituée au quasi plein-emploi durant le socialisme d'Etat. Les prix augmentèrent et les services publics furent détruits.

Ce processus s'accompagna d'un nombre croissant de suicides et de maladies psychiques, ainsi que d'une forte émigration. La population chuta d'environ trois millions de personnes, c'est-à-dire un tiers des habitants du pays. En 1997, la majeure partie des richesses industrielles fut privatisée, bradée aux représentants de la nouvelle économie et de l'oligarchie politique. Eux-mêmes revendirent pour presque rien et accumulèrent ainsi des sommes faramineuses.

La période de transition fut aussi marquée par le développement du crime organisé. Le démantèlement de l'appareil répressif signifia que des dizaines de milliers d'hommes de main de l'Etat se retrouvèrent à la rue sans autre com-

pétence que la violence. Un Etat de droit à l'abandon et une période de vols banalisés favorisèrent la mise en place de puissants groupes criminels. Les villes furent rapidement contrôlées et les petites et moyennes entreprises mises sous tutelle, via des extorsions, du racket et des assassinats. Au fil des années, certains leaders de ces groupes réussirent à légaliser leurs empires.

Aujourd'hui, plusieurs de ces groupes font partie de l'élite des entreprises respectables du pays (par exemple le premier ministre actuel, Boiko Borissov, était le garde du corps du leader suprême du parti communiste Todor Zhivkov, et il a fondé le groupe de sécurité TIM, qui est devenu une énorme corporation et a une influence énorme sur la vie économique, politique et sociale du pays). Les organisations fascistes qui existaient avant 1944 furent réhabilitées durant la «transition» et imposèrent à la vie politique une forte présence néonazie, fasciste et nationaliste. La société s'adapta petit à petit à être le pays le plus corrompu d'Europe avec la population la plus pauvre. La hausse relative de l'économie en 2001 aida à créer une économie basée sur les services et permit un certain optimisme en rejoignant l'UE. Tout ça s'écroula sous les effets de la crise globale qui frappa la Bulgarie de 2009 à 2011.

Agitations sociales

De nombreuses vagues de protestations ont eu lieu en Bulgarie ces 50 dernières années dont dernièrement, les manifestations sociales de 2013. C'était une période très difficile pour les Bulgares, victimes des tourments de la crise économique globale et dépourvus de filet de sécurité après des décennies de mesures gouvernementales de droite.

Le secteur de la construction s'est écroulé après 2011 et a entraîné toute l'économie avec lui. Le chômage est monté en flèche et les dettes non réglées ont jeté les gens dans la détresse. Dans ce contexte, les trois compagnies électriques privées (dont chacune détient le monopole sur différentes régions du pays) ont décidé d'augmenter les tarifs électriques. Cette décision a été approuvée par le régulateur national. Les factures, déjà insoutenables, ont doublé et la population fit face à un désastre social. Il y eut des émeutes spontanées dans l'une des régions les plus pauvres du pays, puis, dans d'autres. Les plus fortes se sont déroulées à Varna, où environ 70.000 personnes sont descendues dans les rues, et ce dans une ville de

450.000 résidents. Tout le monde était dans la rue. La population a mené des attaques spontanées et non-coordonnées contre les sièges des compagnies électriques. A Varna, ils ont été complètement détruits, à Plovdiv, les bâtiments ont été brûlés. Il y a aussi eu des clashes avec la police. Durant cette période, une vague d'auto-immolations par le feu a commencé (14 mortelles en 2013), la plupart motivées par le désespoir, le manque de perspective et les dettes. Il y en avait aussi à motif politique. Un jeune homme s'est immolé par le feu et est mort devant la mairie de Varna, braquant des slogans contre le gouvernement local et l'entreprise appelée TIM (un empire criminel fondé dans les années 1990) qui tient la ville. Son nom était Plamen Goranov, ce qui est symbolique puisque Plamen veut dire feu en bulgare. La manifestation a fini par entraîner la démission du maire de Varna, en place depuis longtemps et connecté à TIM, ainsi qu'à la démission du gouvernement de droite.

Ces actions directes contre les compagnies électriques les ont forcées à remettre les anciens prix. Malgré ces victoires sur le court terme, les manifestations n'ont pu créer une alternative politique ni ébranler le statut quo du pays. Elles étaient inspirées plutôt par le désespoir que par l'objectif d'amener à un changement social profond. Ceci étant dû à des années de décrédibilisation agressive de la gauche, à la dépolitisation de la société et à l'inculcation efficace du dogme de la droite par la propagation de la pensée qu'*«il n'y aurait pas d'alternative»* et que tous ceux qui penseraient autrement seraient des *«communistes totalitaires»*.

Mais il est positif qu'après ces années de désespoir, il y ait enfin eu des manifestations massives. Malgré la confusion générale, il y avait parmi les manifestant-es des anticapitalistes et anti-gouvernements radicaux. Cela donne l'espoir que nous sortions enfin de l'obéissance silencieuse à l'exploitation capitaliste et laissons de côté les complexes post-soviétiques. De plus, ces manifestations ont boosté l'émergence d'une gauche anti-autoritaire organisée dans la ville où je vis, ce qui n'existait pas du tout auparavant.

Des activistes, qui se sont rencontrés lors des manifestations, ont créé le premier centre social anti-autoritaire dans la ville de Varna. Deux mois plus tard, la première section de mon syndicat (ARS en bulgare – le syndicat des travailleurs autonomes) a été fondée à Varna. Grâce à cette présence, des travailleur-euses et des

étudiant-es se sont intéressé-es à des initiatives anarcho-syndicalistes. En été 2013, deux mois seulement après les premières manifestations, une nouvelle vague a commencé dans la capitale cette fois, à Sofia. Elles étaient menées par les partis libéraux de droite et par la classe bourgeoise. Leur intérêt était de se démarquer des manifestant-es de l'hiver, en déclarant qu'elles étaient «*pauvres, sans éducation et qu'elles luttaient pour des choses matérielles*». Eux, par contre, se considéraient «*beaux et prospères, et se battant pour des valeurs plus grandes, telles que la morale en politique*». Et bien sûr, le retour d'un gouvernement de droite. Cette situation existe toujours aujourd'hui.

Le scandale de Pirin

Pendant les derniers jours de 2017, le gouvernement a signé un acte administratif donnant le droit aux concessionnaires privés de construire sur 48% d'un parc national (considéré patrimoine mondial de l'UNESCO) dans la montagne de Pirin. Une vague de manifestations a donc commencé. Mais les discussions au sujet de la sauvegarde de Pirin ont, une fois de plus, soulevé certaines maladies chroniques de l'activisme citoyen et écologique. Elles ont surtout démontré des niveaux extrêmement bas de culture politique, où s'impose une

mythologie simpliste dans laquelle le système est bon mais corrompu par certains mauvais oligarques. Le leader des manifestations est le parti des Verts, accompagné de partis politiques libéraux, tels que «*Oui, la Bulgarie*» et «*DSB*». Ils suivent donc l'idéologie du «*bon capitalisme*» qui, selon eux, est ruiné par la corruption et certains oligarques. Malgré ces meneurs, de nombreux participant-es aux manifestations sont soit de gauche, soit apolitiques. Les militants de l'ARS et d'autres groupes de gauche ainsi que des anarchistes prennent une part active dans ces protestations. A Varna, par exemple, la moitié des manifestant-es sont membres du syndicat ou le soutiennent.

C'est dans la capitale qu'il y a eu le plus de manifestant-es, environ 8000 personnes sont descendues dans la rue. Il y avait aussi un grand bloc radical: des membres des syndicats anarchistes, des activistes du centre social anarchiste, le groupe de gauche autour du magazine Versia, des communistes, etc... Il y a aussi eu des protestations dans 22 autres villes, y compris à l'étranger: à Londres, Berlin et Sydney entre autres. Il y a eu une attaque agressive vis-à-vis des manifestant-es, aussi bien de la part des médias d'Etat que privés. Tous les partis politiques représentés au Parlement ainsi que des artistes connus, des sportifs et des célébrités

proches des oligarques s'y sont joints. Mi-janvier, toutes les organisations d'employeurs de Bulgarie ont fait une déclaration dans laquelle ils disaient que les manifestants sont «*une bande de racketteurs verts qui tuent l'économie et nuisent à la société en faisant de la désinformation*». Malgré cette attaque ouverte de la part des classes aisées, nous sommes témoins d'événements étranges à Plovdiv. Lors des manifestations, des participant-es ont été attaqué-es par les organisateurs parce qu'ils portaient une banderole affichant «*le capitalisme tue*». Puisque ces derniers n'ont pas réussi physiquement à les faire partir, ils ont envoyé la police pour les confronter. Pendant ce temps, au Parlement, notre Premier ministre, Boïko Borissov a dit que lui aussi était un «*homme vert*». Dans son discours, il a fait quelques déclarations au sujet du scandale de Pirin, sans hésiter à mentir ouvertement. L'oligarque qui est propriétaire des terres en question ainsi que les lobbyistes politiques ont le soutien inconditionnel de l'UE.

La bataille de Pirin continue. Il y a de grandes manifestations toutes les semaines et à travers tout le pays. Les hommes d'affaires bulgares sont extrêmement inquiets des mécanismes de démocratie directe, tels que les référendums. Les représentant-es des oligarques disent qu'«*aucun référendum ne peut résoudre le destin de l'économie bulgare*». Il est aussi intéressant que plusieurs partis aient organisé une souscription sur un autre sujet chaud: les ascenseurs et les zones skiables de Vitosha (une montagne près de Sofia). Les cinq formations, dont quatre sont de droite et la cinquième libérale, ont demandé le retrait des droits de propriété des compagnies privées pour les transférer aux mains de l'Etat ou, dans le cas présent, de la municipalité.

C'est un grand paradoxe que de voir des partis de droite ultra capitalistes se battre contre la privatisation. C'est un autre exemple de la désorientation politique totale dans le «*monde miroir*» de l'Europe de l'Est post-socialiste. Pour une raison ou pour une autre, surtout selon des motifs populistes, la rhétorique et les actions des différentes formations politiques ne correspondent pas à la position déclarée dans l'espace politique, et ceci, qu'elles soient de droite ou de gauche. La lutte est en réalité pour le contrôle économique et politique sur l'Etat – et tous les moyens sont bons pour y parvenir. Dans ces conditions de répression politique et économique, d'inadéquation et d'apa-

thie, nous cherchons à ARS à être actifs et à prendre des positions adéquates sur des questions pressantes. Nous intervenons, en tant qu'organisation de classe dans chaque lutte sociale, nous essayons de pousser vers une direction plus radicale et aidons les gens à s'auto-organiser – qu'il s'agisse d'un lieu de travail, d'une protestation écologiste ou de manifestations contre l'augmentation des prix.

Ces deux dernières années, le nombre de membres de l'ARS a doublé. Cela est dû principalement à de nombreuses grèves réussies contre des petites compagnies privées et au succès de notre campagne de 9 mois contre le vol des salaires aux côtés des travailleurs de Picadily (un des plus grands magasins de Bulgarie) et de Max Telecom (la troisième compagnie de téléphonie, entre autres. Après des mois de manifestations, de piquets de grèves, de blocages de rues et d'entrées en force dans les sièges des compagnies, nous avons réussi à forcer le gouvernement à ouvrir un fonds par l'intermédiaire duquel plus de 700 personnes allaient percevoir les salaires qui leur étaient dus. Nous avons aussi pu créer de nombreuses nouvelles sections du syndicat dans le pays. Il y a aussi une grande section, environ 80 travailleurs des usines chimiques du Dimitrograd y militent. Ces deux dernières années, nous avons aussi mené des campagnes contre des huissiers privés, en soutien des travailleuses immigrées.

Nous avons également organisé de grandes manifestations contre l'augmentation des prix des transports publics. Nous avons organisé plusieurs séminaires de travailleurs et des festivals dans différentes villes, ce qui est très important pour l'auto-éducation de la classe ouvrière, une de nos tâches principales.

Une lueur d'espoir

La Bulgarie a une longue histoire de militance dans la lutte sociale. La première communauté des Balkans est née ici. Il y avait des mouvements communistes et agraires très puissants. Le mouvement anarchiste le plus militant d'Europe est apparu en Bulgarie au début du XX^e siècle. Les anarchistes bulgares étaient armés et se sont battus contre l'Etat pendant des décennies. Malheureusement, ces traditions se sont éteintes avec la dictature stalinienne. En effet, tous les mouvements de gauche ont été noyés dans le sang et les survivant-es forcé-es à émigrer. Ce sont ces événements qui expliquent le plus clairement la différence entre les



Michele Taricco, La maison en restauration, 1977

luttres sociales des pays du nord-ouest de l'Europe et celles des pays post-soviétiques de l'Est.

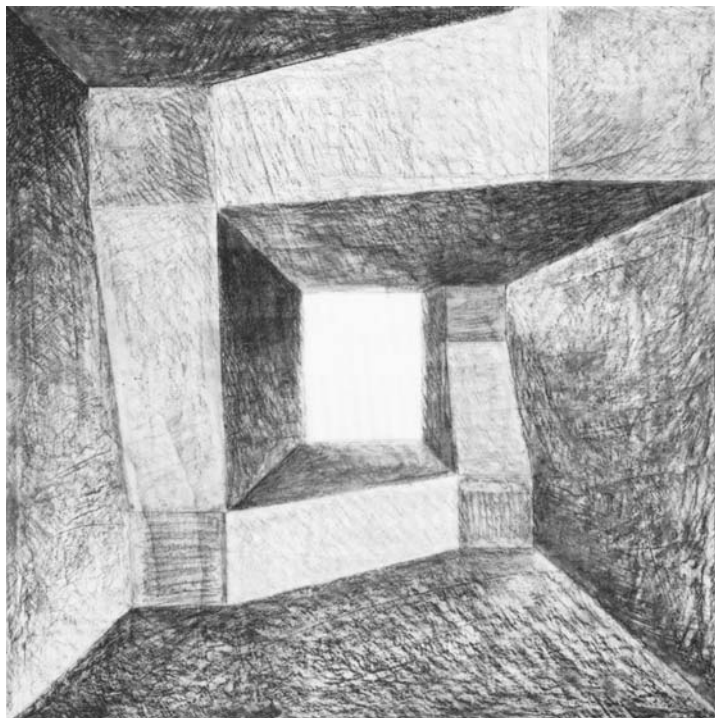
Aujourd'hui, 27 ans après la chute du régime, les mouvements sociaux en Bulgarie ne parviennent pas à atteindre leurs anciennes forces. Cela est dû notamment au fossé énorme entre les générations, mais aussi à un discours anti-communiste et anti-gauchiste imposé avec succès par la nouvelle classe capitaliste. Les souvenirs encore frais de la dictature font que la gauche est associée à l'autoritarisme et à l'oppression. Malheureusement, les plus vulnérables sont la classe ouvrière d'un côté, et la jeunesse, les étudiants et même les «sub-cultures» de l'autre. Il y a une atmosphère apolitique, anti-communiste, nationaliste et raciste répandue dans ces groupes qui sont pourtant traditionnellement de gauche. En même temps, les anciens partis communistes ne sont pas seulement marginaux, mais totalement inadaptés aujourd'hui, puisqu'ils combinent une nostalgie de l'ancien régime avec une vénération de la Russie moderne et des leaders nationalistes tels qu'Orban. Il semble qu'ils n'existent que pour alimenter la propagande de droite, c'est-à-dire que la gauche radicale n'est qu'un rappel ignoble du passé et qu'il est mieux de l'oublier. D'un autre côté, on peut voir des tendances positives d'une réhabilitation progressive de la gauche avec l'augmentation de nouveaux projets qui attirent de nombreux jeunes dans la lutte sociale. Ce sont principalement des initiatives anarchistes, anti-autoritaires et marxistes-autonomes. Si cette tendance continue à se développer dans cette situation économique et ce contexte d'incertitudes politiques, elle pourrait avoir un début explosif.

Il est très difficile de décrire la situation en Bulgarie en quelques mots. La situation économique est

humiliante. Nous sommes le pays le plus pauvre d'Europe. La situation politique n'est pas mieux, il y a de l'ignorance, de l'apathie et un refus parmi les gens de participer à quelque chose d'autre que leur intérêt personnel. Mais il y a toujours des gens qui luttent pour un meilleur futur, des gens qui

sont déterminés et actifs, des gens qui donnent leur temps pour des causes communes, de gens dont les valeurs viennent du cœur et de l'âme! Des gens qui ne se résignent pas à l'injustice et qui sont prêts à se battre jusqu'au bout!

Mitko Dimitrov
Varna, Bulgarie



Elizabeth Franzheim, *Labyrinth*, 1981

HONGRIE

Justice à la hongroise

Dans notre édition de février, nous vous informions du procès de Ahmed H. Celui-ci s'est poursuivi le 14 mars 2018 à Szeged. Pour l'occasion, une délégation internationale* s'est déplacée, voici sa prise de position.

Le 14 mars 2018, le Syrien Ahmed H. a été condamné à sept ans de prison par le tribunal local de

Szeged en Hongrie, lors de la procédure de révision. Le tribunal a ainsi révisé son jugement de 2016, lors duquel l'inculpé avait été condamné à dix ans de prison. L'accusation de «terrorisme» est maintenue dans la nouvelle condamnation. La Hongrie a une définition bien particulière du terrorisme: la seule intention de tenter de contraindre l'Etat à faire quelque chose qu'il ne veut pas – dans ce cas, ouvrir les frontières – est considéré comme terroriste.

Lors de la révision de ce jugement, la justice hongroise a encore raté l'opportunité de prouver son indépendance vis-à-vis du gouvernement de droite populiste de Viktor Orban qui, depuis le début, a utilisé ce procès dans sa campagne politique pour criminaliser les réfugiés et les personnes qui les soutiennent. Si le tribunal, juste avant les élections na-

tionales du 8 avril, avait abandonné l'accusation de terrorisme, le gouvernement aurait été discrédité dans sa chasse aux étrangers.

Bien que la peine ait été réduite, nous, en tant que délégation internationale d'observation, sommes choqués. Fuir un pays n'est pas un crime, ni aider les personnes qui fuient. En septembre 2015, Ahmed H. avait accompagné ses parents et la famille de son frère dans leur exil de la Syrie vers l'Europe, agissant clairement pour des raisons humanitaires. De violents conflits avaient eu lieu entre la police hongroise et les réfugiés après la fermeture soudaine de la frontière serbo-hongroise. La justice a accusé Ahmed H. d'avoir notamment lancé des pierres sur les policiers, tout en retenant également qu'il avait essayé de négocier pacifiquement avec les différents acteurs du conflit. L'accusation de «terrorisme» est inacceptable.

Nous réclamons la remise en liberté de Ahmed H. et appelons les représentants de toutes les institutions démocratiques européennes à intervenir auprès du gouvernement hongrois et de ses ambassades dans les différents pays européens. Nous demandons également aux autorités responsables de l'Europe d'arrêter les versements des diverses subventions attribuées à la Hongrie tant que les droits humains seront violés par le gouvernement.

PS: le Parquet, ainsi que la défense, ont fait recours. La procédure se poursuit donc dans l'instance supérieure. Des observateurs internationaux seront plus que jamais nécessaires pour ce procès à venir, car les organisations de défense des droits humains en Hongrie sont de plus en plus freinées dans leur travail par un durcissement des lois et un climat de peur.

* La délégation internationale d'observation est constituée de:
- Claude Braun, Forum Civique Européen (FCE), mandaté par Solidarité sans frontière (Sofsi) et migrationscharta.ch, Suisse, +41 76 461 46 41
- René Lehnerr, Fédération Européenne des Radios Libres, Pay-Bas
- Michael Rössler, Forum Civique Européen (FCE), Fédération Européenne des Radios Libres, France et Allemagne
Pour plus d'information:
latest/news/2018/03/hungary-syrian-mans-conviction-for-alleged-complicity-in-an-act-of-terror-is-travesty-of-justice>

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande N° à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom:

Adresse:

Pays:

Profession/Organisation:

Tel.: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: Forum Civique Européen, PC 40-8523-5
St Johans-Vorstadt 13, CH-4001 Basel. Libellé: Archipel
Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier, F-04300, Limans